

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

« Il n'est pas trop tard, mais il est juste temps... »

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 16 mai 2014

Démocratie & Socialisme

Vous trouverez ci-dessous un des exemples de ce qui se discute dans de nombreuses sections du PS. Il s'agit d'un appel de militants du PS Paris 10e arrondissement présenté en AG de section le 6 mai 2014.

Le 29 avril 2014, pour la première fois depuis le début du quinquennat, le Gouvernement ne disposait plus, avec le seul groupe socialiste, de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale lors du vote de la trajectoire des finances publiques : 41 députés socialistes, issus de nombreuses sensibilités, se sont abstenus. Ce vote révèle l'ampleur de la crise politique que connaît le pays et l'affaiblissement durable du Parti socialiste depuis les élections municipales. Alors que le gouvernement conduit une politique censée regagner la « confiance » sur le terrain économique, la « crise de confiance » électorale à laquelle le PS a dû faire face aux municipales nous alerte au plus haut point.

Militants socialistes, nous mesurons sur le terrain l'ampleur de la fracture ouverte entre notre Parti et notre électorat, notamment les catégories populaires et moyennes.

Les résultats des dernières élections municipales ne peuvent être interprétés comme le simple recul d'un parti à l'occasion de scrutins intermédiaires traditionnellement défavorables au pouvoir en place. La victoire parisienne ne saurait occulter ni la montée du Front National et ni le basculement de nombreuses villes comme celle de Limoges à gauche depuis 1912. Il s'agit d'un véritable séisme.

Il est de notre responsabilité de militants de prendre la parole pour prévenir une nouvelle déroute électorale aux européennes et pour amorcer la reconstruction idéologique et militante de notre parti.

La conquête du pouvoir par la gauche en 2012 n'a été ni mécanique, ni naturelle. Elle est avant tout le résultat de luttes menées aux côtés du mouvement social, de la construction militante du parti et de l'alternative politique que nous avons construite pendant 10 ans dans l'opposition à la droite. Les Français nous l'ont dit : la gauche au pouvoir, c'est avant tout la promesse de progrès et d'égalité. Que ce soit en 1981 (abolition de la peine de mort, retraite à 60 ans, droits nouveaux aux salariés dans l'entreprise,...) ou en 1997 (les 35 heures, la Couverture Maladie Universelle, les emplois jeunes, le Pacs...).

Nous sommes résolus à tenir la promesse du redressement dans la justice. Or, aujourd'hui, il n'y a pas de signe de redressement de l'activité, pas davantage qu'il n'y a de justice sociale : au contraire, le « pacte de stabilité » présenté dans la controverse le 29 avril dernier à l'Assemblée nationale, consiste très concrètement à diminuer le pouvoir d'achat des plus fragiles, celui de la plupart des retraités et fonctionnaires, par des mesures de gel des allocations et de désindexation. Les 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales que ce « pacte » consent aux entreprises sans contrepartie, seront également financés par des économies sans précédent dans les dépenses publiques et sociales. Ces orientations, sans garantir de regain de croissance, pénaliseront d'abord les plus fragiles dont la qualité et le niveau de vie dépendent des services publics et des allocations sociales. Pire, la baisse de la demande intérieure conjuguée à la contraction budgétaire menace de faire entrer notre économie en récession.

Les socialistes n'ont pas été élus pour conduire une politique d'austérité et la promesse de justice formulée par François Hollande dans son discours fondateur du Bourget n'a jamais parue aussi lointaine.

Nous ne pouvons nous contenter d'améliorer la communication ou d'être plus pédagogiques, nous devons mettre en place une politique équilibrée : loin des oppositions théoriques entre « offre » et « demande », nous devons conjuguer une politique ciblée sur l'investissement et de relance de la demande intérieure. **En 2008, nous avons réglé les dettes de jeux des banques, il s'agit aussi, dans la continuité du discours du Bourget, de changer réellement les règles du jeu du monde de la finance.**

Nous voulons donc que le parti tire tous les enseignements de notre échec aux municipales et que les orientations débattues et validées par les militants sur l'Europe soit respectées : renégociation des traités et des objectifs controversés de réduction des déficits, réforme de la gouvernance de la BCE et suspension des négociations sur le traité de libre-échange transatlantique. **En Europe comme en France, nous refusons que les socialistes, sous la pression des conservateurs européens, abandonnent ceux grâce à qui et pour qui ils ont été élus.** La menace du retour au pouvoir d'une droite revancharde, voire d'une arrivée de l'extrême droite, est bien réelle.

Après deux ans aux responsabilités, le Parti socialiste est à la croisée des chemins. Nous ne voulons pas que les femmes et les hommes de gauche désertent notre parti, nous ne voulons pas que le parti socialiste se brise tant l'unité a été un facteur déterminant dans la conquête du pouvoir pour une société plus juste et solidaire.

Comme nous refuserons la dérive autoritaire des institutions de la Ve République, qui empêche l'expression de la démocratie parlementaire, nous n'acceptons pas que notre parti devienne un parti godillot : l'identité et la force du Parti socialiste, c'est le débat et la démocratie ! Au delà des courants, nous souhaitons redonner du sens à ce quinquennat. La parole doit être donnée aux militants afin de :

- ▶ Ne pas avaliser un changement de Premier Secrétaire sans que les militants ne soient consultés.
- ▶ Engager un débat interne sur notre ligne politique Il n'est pas trop tard, mais il est juste temps de réussir le changement.

Premiers signataires :

Julien TAMPE
Karl STOECKEL
Sybille FASSO
Paul BEAUSSILLON
...